



SNUDI
FO 34

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs,
Professeurs des écoles, PsyEN EDA, AESH,
Contractuels de l'Éducation Nationale**

COMPTE RENDU DU CSA SD de repli carte scolaire 1er degré mardi 4 mars 2025

en présence de :

administration :

Catherine CÔME, IA-DASEN

Pauline CAMPAGNE, gestionnaire DIMEF

Grégory MUNIER, DIMEF 1er degré et collèges

Patrick Moulin DIMEF 1er degré

Sophie Gély DIMEF gestionnaire 1D

Marie Eybert, A DASEN chargé du 1er degré

Sandy-David Noisette, DAASEN pas présent

Mme Gerones Troadec, DAASEN

représentants syndicaux :

2 UNSA , 2 FSU, 2 SNALC, 1 FNEC FP FO, 2 SUD

Distribution d'un nouvel additif avec 1 annulation de fermeture à Pignan Lucie Aubrac et 1 fermeture à Louis Loubet Pignan, suite à l'intervention de l'IEN, et des changements de nom d'école.

Un additif envoyé précédemment entérinait les seules décisions accordées lors du CSA de février : annulation de la fermeture à A Malraux, Montpellier et maintien de la décharge exceptionnelle à Roland, Béziers.

Seule décision accordée à l'issue de ce CSA de repli : maintien des décharges exceptionnelles à A France et f Bazille, Agde

Interventions FNEC FP FO **en rouge** :

demande d'ouverture :

- **O de Gouges, Montpellier :**

« 2025 : 130 élèves prévus en dédoublé (hors arrivées en fin d'année) pour 9 classes soit 14.4 élèves par classe. Mais avec les effectifs de GS qui montent (43), les maintiens (5) et 3/4 CE1 en très grande difficulté en décrochage dans les CP, si 3 CP seulement les effectifs monteraient à 17 élèves par classe. »

IADASEN : « l'organisation relève de l'équipe pédagogique ; le E/C est de 17,53, 18,50 après fermeture. »

FNEC FP FO : « Vous êtes sur une logique de moyenne, la réalité est différente, comment réorganiser 4 classes qui montent si il y en a une en moins ? »

IADASEN : « Oui vous avez raison il faut aussi tenir compte du qualitatif, mais on peut trouver une organisation qui prenne en compte les difficultés. »

Demandes d'annulation de fermetures :

- **P Bert, Sète :**

« Scolarise des élèves de l'ASE (foyer +MECS), et une ULIS, effectifs à 25/26 élèves, atteignant 28 élèves en cycle 3, pétition de parents. »

IADASEN : La répartition pédagogique incombe à l'équipe, s'ils privilégient tel niveau c'est de leur responsabilité

FNEC FP FO : « On vous demande de prendre en compte le fait qu'il y ait des élèves avec des profils spécifiques, de l'ASE et de l'ULIS. »

IADASEN : « Les mesures prises maintenant sont protectrices des personnels, ils peuvent bénéficier des points de bonification, j'y tiens. »

Commentaire FO : cet argument est fallacieux, car protéger vraiment les personnels consisterait à ne pas faire d'ajustements en juin ni de fermetures en septembre.

- **H Boucher, Montpellier** : demande d'annulation de la fermeture de décharge exceptionnelle ; les parents ont fait un courrier pour ce maintien.

G Munier : « On surveille pour juin. »

- **J Vilar, Clermont l'Hérault** : on réitère la demande d'annulation de fermeture, sur les arguments déjà donnés en février.

G Munier : « mise sous surveillance. »

- **Combes/Duruy, Montpellier** : profil REP qui ne l'est pas, beaucoup d'enfants qui ne parlent pas français, effectif à 163, pas 157.

IADASEN : « On a 160, on attend les inscriptions, on est hors éducation prioritaire. »

L'ensemble des organisations syndicales sont intervenues pour demander le maintien des décharges exceptionnelles à A France et F Bazille à Agde, qui devraient être en éducation prioritaire, sont en QPV, beaucoup de postes en affectation d'office car manque d'attractivité sur Agde, IPS à 77.

- G Munier : « Les octrois étaient supérieurs aux décharges réglementaires, c'est pourquoi on les diminue. Les IPS sont pas les plus dégradés par rapport aux IPS en éducation prioritaire. »

I- ADASEN : « Ces décharges restent exceptionnelles, je ne veux pas qu'on les sanctuarise. On soutient le passage en REP mais les effectifs sont bien en deçà des seuils en éducation prioritaire dans les deux écoles (21,89 et 22,29). Le CDEN n'est pas le lieu où on va négocier. Quels sont les dispositifs particuliers ? Les demandes de maintien des décharges doivent être argumentées. On accorde ces deux décharges 0,17 pour F Bazille et 0,25 pour A France. »

commentaire FO : pour la DASEN, le CDEN ne sert pas à débattre de ses mesures de carte scolaire ! Les parents d'élèves et les élus apprécieront cette conception de l'instance ! Rappelons que réglementairement « Le conseil peut être consulté et émettre des vœux sur toute question relative à l'organisation et au fonctionnement du service public d'enseignement dans le département. »

VOTE : aucun vote POUR, 6 CONTRE (FNEC FP FO, SNALC, FSU, SUD) 2 ABSTENTIONS (UNSA)
